

gigantesque programme alimentaire, qui a touché jusqu'à deux millions de personnes. Pour cela, il a largement eu recours à des bateaux, des avions, des camions et même des hélicoptères. Un vaste réseau de plus de 900 cuisines communautaires a été créé dans l'ensemble du pays, avec la coopération du Croissant-Rouge de Somalie, afin de fournir un repas chaud par jour aux personnes les plus vulnérables.

Pendant ce temps, au siège du CICR et partout où ses représentants prenaient part à des discussions à haut niveau, tous les efforts étaient déployés pour attirer l'attention sur le sort de la population somalienne, et pour exhorter la communauté internationale à mettre un terme à la violence. Le président du CICR, Cornelio Sommaruga, a évoqué la question avec le secrétaire général des Nations Unies, Boutros Boutros Ghali, quelques jours à peine après l'entrée en fonction de ce dernier. Il a discuté de la situation en mai avec le secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, Mehdi Mostafa el Hadi. Des contacts étroits ont été maintenus avec les Nations Unies et leurs institutions spécialisées à New York, Genève et Rome, tout au long de l'année. En février, le directeur des Opérations a rencontré Jan Eliasson, secrétaire général adjoint et chef du nouveau département des Nations Unies pour les questions humanitaires. Puis, il s'est rendu à Rome pour y voir des représentants du Programme alimentaire mondial (PAM). Il est également intervenu lors d'une conférence spéciale sur la Somalie, tenue à Genève, sous les auspices des Nations Unies, les 12 et 13 octobre. Sur le terrain, les délégués du CICR ont eu des entretiens réguliers avec les chefs des différentes factions somaliennes, dont le général Mohamed Farah Aïdid et le président par intérim, Ali Mahdi. Ils ont également maintenu des contacts étroits avec les autorités somaliennes traditionnelles, les notables des communautés.

Le directeur des Opérations, Jean de Courten, est allé en Somalie en février, et le directeur général, Peter Fuchs, se trouvait dans le pays en juillet. Le délégué général pour l'Afrique s'est rendu en Somalie à diverses reprises.

En juillet, le CICR a tenu des conférences de presse simultanées à Nairobi, Genève et New York; peu après, la communauté internationale prenait pleinement conscience de la situation dramatique dans le pays, où chaque jour des êtres humains mouraient par centaines, victimes de la faim et de l'épuisement.

Bien que le CICR ait exploité au maximum ses capacités opérationnelles, l'institution ne pouvait espérer satisfaire entièrement la demande. En août, les Nations Unies, la Communauté européenne, les États-Unis et un grand nombre d'organisations humanitaires ont préparé des opérations de secours de grande envergure. La perspective du déploiement de quelque 500 soldats de maintien de la paix, envoyés par les Nations Unies, et de 50 observateurs du cessez-le-feu fournirait, pensait-on, une certaine sécurité.

Pendant toute l'année, le travail du CICR a été sans cesse gêné par des problèmes de sécurité, qui ont représenté pour l'institution le principal obstacle à ses activités dans le pays. La prolifération des armes à feu et des équipements d'artillerie lourde, dans un pays où la loi et l'ordre public étaient devenus lettre morte, a rendu le moindre déplacement très dangereux, et des gardes armés devaient être présents pour empêcher le pillage des secours et des véhicules. Le personnel du CICR a été victime d'innombrables menaces de mort et de voies de fait, et 14 employés locaux du CICR ont perdu la vie l'an dernier. Le Croissant-Rouge de Somalie a lui aussi payé un lourd tribut en vies humaines.

Malheureusement, en dépit des efforts du contingent de maintien de la paix envoyé par les Nations Unies (UNOSOM)

en septembre, les combats ont continué. En décembre, le Conseil de sécurité de l'ONU a confié aux Etats membres le mandat de créer un environnement sûr pour les opérations de secours humanitaires en Somalie. Les premiers soldats américains membres de la Unified Task Force (UNITAF) sont arrivés à Mogadishu-Sud le 6 décembre. Pourtant, à la fin de l'année, les problèmes de sécurité continuaient à entraver les activités de secours dans certaines zones.

Parallèlement, des combats se sont sporadiquement poursuivis dans l'ensemble du Somaliland. Comme dans le sud du pays, les entrepôts des organisations humanitaires, y compris ceux du CICR, ont subi à maintes reprises des actes de pillage, et la sécurité du personnel expatrié a été souvent menacée.

Secours et logistique

L'acheminement d'une assistance alimentaire massive était une question de vie ou de mort pour des centaines de milliers de Somalis, et le bureau spécial du CICR à Nairobi (Kenya), dirigé par le chef de délégation désigné pour la Somalie, a traité environ 180 000 tonnes de secours d'urgence l'an dernier. Des bateaux et des avions ont fait la navette entre Mombasa et diverses destinations dans tout le sud de la Somalie, tandis que des convois routiers transitant par la base logistique de Garissa, ont régulièrement approvisionné la région proche de la frontière occidentale du pays.

En raison du manque de sécurité et des combats incessants, les distributions de vivres dans la capitale n'ont pu commencer qu'en avril. A la fin de ce même mois, 10 000 tonnes ont été déchargées dans le port de Mogadishu et distribuées simultanément dans les secteurs nord et sud de la ville.

Au fur et à mesure que les ressources alimentaires locales se faisaient rares et que les prix montaient en flèche, les secours

sont devenus la cible d'actes de pillage continuels par des bandes armées. Le CICR a donc abandonné ses entrepôts situés dans le port, et opté pour un système de livraison journalier, par lequel une quantité de vivres suffisante pour approvisionner les cuisines communautaires était amenée et immédiatement livrée (voir ci-dessous). A Mogadishu, le stockage et la distribution de rations alimentaires (dites «sèches») ont été entièrement interrompus.

A partir du mois d'avril, le port de Mogadishu a pu être utilisé la plupart du temps. Les secours ont alors été transportés par camion dans les secteurs nord et sud de la capitale, mais les conditions de sécurité sont parfois restées fort précaires. Il en est allé de même à Kismayo, où les marchandises n'ont pas toujours pu être débarquées dans le port, en raison des combats et des attaques dont les denrées étaient l'objet. Le rythme du pont aérien a parfois dû être renforcé pour aider à compenser les insuffisances qui résultaient de ces attaques.

Le pont aérien organisé au départ de Mombasa, desservant Belet Huen, Baidoa, Bardera, Jalalaxi et Mogadishu, a permis de transporter plus de 30 000 tonnes de secours, tandis que 2 800 autres tonnes ont été acheminées par avion de Nairobi. Les convois routiers venant du Kenya ont approvisionné les zones situées au sud-ouest du pays qui ne pouvaient pas être atteintes à partir de la côte. Ils ont transporté 13 000 tonnes au total pendant l'année. Ces convois ont toutefois fréquemment dû être interrompus en raison de problèmes de sécurité et de nouveaux combats.

La saison des pluies a contraint le CICR à modifier sa manière de transporter les secours par mer. Les vivres ont dû être déchargés des bateaux et transférés sur de lourds chalands, qui étaient ensuite halés sur des plages le long de la côte. Ces opérations n'allaient pas sans risques en cas de mer agitée : plusieurs bateaux ont

subi des dégâts et un remorqueur a été perdu en juin au large de Merca. Le 1er août, un système de bateaux et d'hélicoptères a été introduit afin de surmonter ces difficultés. Quelque 3 000 tonnes de secours ont été chargées à partir des bateaux puis transportées par voie aérienne vers des destinations telles que Obbia et Harardhere.

Afin d'assurer une certaine sécurité à ses opérations, le CICR a dû louer les services de gardes armés pour escorter les camions et protéger les entrepôts et d'autres infrastructures contre les actes de banditisme. La sécurité est demeurée une préoccupation constante pendant toute l'année.

Cuisines communautaires

En 1991, le CICR approvisionnait déjà des cuisines communautaires, gérées par des comités locaux de femmes dans le secteur sud de Mogadishu. En mars 1992, le CICR a décidé de reprendre lui-même cette idée et a ouvert des cuisines du même type à Belet Huen, afin que les personnes les plus nécessiteuses, appartenant souvent à des minorités, puissent recevoir au moins un repas par jour. Ce système avait pour avantage de ne pas nécessiter de stockage de vivres sur place, puisque les cuisines pouvaient être approvisionnées quotidiennement.

Au mois de mai, des cuisines communautaires gérées par des comités locaux et par des organismes de secours, dont le Croissant-Rouge de Somalie, ont été ouvertes à Mogadishu, tandis que les cuisines déjà existantes étaient approvisionnées en vivres. A la fin du mois de juin, 371 cuisines, à Mogadishu et ailleurs, desservaient environ 500 000 personnes.

Au fur et à mesure que croissait le nombre de personnes contraintes de quitter leur foyer pour fuir les combats et pour chercher de la nourriture, les besoins augmentaient rapidement, tandis que les signes de malnutrition se multipliaient. En juillet, le CICR a renforcé ses activités

pour permettre aux cuisines de fournir deux repas par jour dans les zones les plus durement touchées, comme Baidoa. A la fin de l'année, plus de 900 cuisines fonctionnaient dans l'ensemble du pays, dont 285 à Mogadishu. Grâce à ce réseau, près d'un million et demi de personnes ont reçu au moins un repas chaud par jour; ce qui pour la majorité des bénéficiaires représentait la différence entre la vie et la mort.

Dans les zones où les conditions de sécurité étaient meilleures, le CICR a pu distribuer des rations dites «sèches» une fois par mois.

Eau et assainissement

L'assainissement a représenté un volet important des activités du CICR en Somalie en 1992. La priorité était de fournir de l'eau d'une qualité acceptable en quantité suffisante pour les cuisines communautaires, ce qui exigeait la remise en état ou le forage de puits peu profonds, l'installation de latrines, l'organisation de la collecte des déchets et le nettoyage des camps de personnes déplacées. Des systèmes d'adduction d'eau ont été construits dans les hôpitaux de Keysaney et de Garoe, les réseaux d'adduction de deux autres centres de santé ont été réparés et des puits et latrines supplémentaires ont été construits dans des régions où se trouvaient rassemblées de fortes populations de personnes déplacées. Dans la région d'Afmadu, au sud-ouest, le CICR a réparé des puits pour les animaux, dans le cadre de ses programmes vétérinaires.

Au total, 192 puits ont été forés ou remis en service, 70 puits additionnels étaient en construction à la fin de l'année, cinq puits peu profonds ont été creusés, 923 fosses d'aisance installées ou remises en état; enfin, 50 nouvelles fosses étaient en construction à la fin de 1992. En outre, 8 000 cadavres d'animaux ont été enterrés dans les communes méridionales de Tabta et Doble, avec l'aide des volontaires du Croissant-Rouge.

Activités médicales

En janvier, le CICR a achevé dans le nord de la capitale la transformation de la prison désaffectée de Keysaney en hôpital chirurgical, et l'a administré conjointement avec la Société nationale. Les premiers patients y ont été admis le 2 février. L'équipe du CICR a dû être évacuée peu de temps après, lorsque des combats violents ont éclaté dans le secteur, mais elle a pu regagner les lieux après deux semaines d'absence.

Les chirurgiens somalis ont travaillé aux côtés du personnel du CICR pendant toute l'année pour soigner les blessés, qui ont été jusqu'à 275 en période de pointe. Au total, 3 565 patients ont été admis à l'hôpital pendant l'année, et 7 000 interventions chirurgicales ont été pratiquées. Au cours des premiers mois des combats à Mogadishu, 27 maisons d'habitation privées ont été utilisées comme hôpitaux de fortune par des médecins locaux, et ils ont été approvisionnés en matériel médical par le CICR. Dès que l'hôpital de Keysaney a ouvert ses portes, ces maisons ont été transformées en unités de soins infirmiers pour traitement post-opératoire.

Une équipe chirurgicale volante a parcouru le pays pour répondre aux besoins d'urgence, pratiquant des centaines d'opérations et formant le personnel local aux techniques de chirurgie de guerre. Ainsi, lorsque des combats ont éclaté à Garoe et à Bosaso, au cours de la troisième semaine de juin, quelque 120 blessés ont été admis à l'hôpital de Garoe, où l'équipe a effectué 68 opérations. C'était la troisième mission de l'équipe volante à Garoe; les conditions de travail locales y étaient déjà meilleures, grâce aux conseils et à l'assistance matérielle fournis précédemment par le CICR.

Des cliniques mobiles ont été créées à Mogadishu, Kismayo et Belet Huen, pour atteindre les zones isolées. Du mebendazole et de la vitamine A ont été distribués aux cuisines communautaires et des campagnes anti-gale ont été organisées dans les camps.

Outre ses activités visant à couvrir les besoins de l'hôpital de Keysaney et de ses annexes, le CICR a régulièrement approvisionné en matériel médical les hôpitaux de Digfer et de Benadir, et occasionnellement celui de Medina, dans le secteur sud de la capitale. En raison des violents combats qui avaient éclaté à Mogadishu en novembre 1991, l'hôpital Martini avait été évacué. Les activités médicales n'y ont pas repris en 1992.

Le CICR et le Croissant-Rouge de Somalie ont installé quelque 150 postes de santé dans les camps pour personnes déplacées à Mogadishu et autour de la ville, ainsi qu'à Belet Huen, Kismayo, Merca, Doble, Belet Hawo, Garoe et dans la région de Mudug/Galgadud. Ces postes ont reçu du matériel médical pendant toute l'année.

Dans le Somaliland, le soutien à l'hôpital du CICR et du Croissant-Rouge à Berbera, ainsi qu'à d'autres hôpitaux et centres de santé de la région, s'est poursuivi. De nouvelles violences à Berbera et Burao ont provoqué un afflux de blessés à l'hôpital de Berbera au début de l'année. Le nombre de patients a atteint un niveau sans précédent de 160.

Programmes agricoles et vétérinaires

Au mois de mars, le CICR a lancé un programme vétérinaire d'urgence dans l'ensemble du pays, pour tenter de sauver une partie du bétail, décimé par la maladie et le manque d'eau et de fourrage. Des centaines de milliers de pasteurs dans les régions du centre et du sud dépendaient de leurs troupeaux pour survivre. Le CICR a donc fourni des médicaments pour animaux, afin de traiter quelque deux millions de chameaux, de bovins, de moutons et de chèvres contre les parasites. Une campagne de vaccinations à grande échelle contre la peste bovine a été effectuée par 18 équipes vétérinaires. A la fin de l'année, elle avait touché 270 000 têtes de bétail.

En juillet et en août, des agronomes du CICR se sont rendus dans des zones où un

programme de distribution de semences s'était déroulé en avril, afin d'en évaluer l'impact. Selon leurs estimations, les 400 tonnes de semences distribuées avaient permis de récolter environ 15 000 tonnes d'aliments de base. Toutefois le déficit alimentaire total de la Somalie, pour le deuxième semestre de 1992, risquait d'atteindre 280 000 tonnes. Une distribution supplémentaire a donc été organisée pour la deuxième saison de culture, qui commençait en septembre. Outre quelque 650 tonnes de semences de céréales, de haricots noirs et de légumineuses, qui devraient permettre de récolter environ 25 000 tonnes de nourriture, le CICR a fourni 29 000 houes.

Activités en faveur des détenus

Les délégués du CICR ont visité plus de 450 prisonniers détenus par diverses factions à Galcaio, Bosaso, Belet Huen, Garoe et Mogadishu. Les détenus ont reçu des secours médicaux et divers, et, parfois, des vivres.

Dès le mois d'avril, les personnes détenues à Mogadishu par la faction de l'USC dirigée par le général Aïdid ont été visitées régulièrement. Au total, 367 personnes ont été enregistrées. Entre juin et septembre, le CICR a également rendu visite à 73 personnes détenues par le SSDF¹⁸ à Garoe, Galcaio et Bosaso. Les autorités locales ont progressivement libéré la plupart de ces détenus, et ont souvent prié le CICR d'organiser leur retour dans leur foyer, lorsque les détenus libérés le souhaitaient.

Au mois d'août, le CICR a organisé le transfert de centaines de personnes de Kismayo vers leur région d'origine à Garoe, avec le plein accord de toutes les parties concernées. Sur la route de l'aéroport de Kismayo, l'un des camions, marqué des emblèmes du CICR et du Croissant-Rouge de Somalie, a été arraisonné par des hommes armés. Lorsque le camion a

pu regagner la délégation, 11 des passagers manquaient, dont on a présumé par la suite qu'ils avaient été exécutés. Les 11 victimes étaient deux membres du personnel local du CICR, trois employés du Croissant-Rouge et six de leurs parents.

Agence de recherches

Le service de recherches du CICR a, de fait, joué le rôle de service postal national et international du pays, tous les autres systèmes de communication ayant cessé de fonctionner. En cours d'année, le réseau de recherches a été étendu à 27 bureaux en Somalie, administrés par des équipes conjointes du CICR et du Croissant-Rouge de Somalie, et à 10 bureaux à Djibouti et au Kenya, travaillant avec les Sociétés nationales de leurs pays respectifs. Outre la recherche de personnes disparues et le traitement d'environ 160 000 messages Croix-Rouge, l'Agence de recherches a organisé des regroupements familiaux. Elle a ainsi permis à 47 personnes de voyager de Mogadishu à Nairobi, où des mesures ont été prises pour leur permettre de retrouver leurs proches.

Diffusion

Conscient du fait qu'une opération de secours d'envergure doit être soutenue par un message humanitaire d'une grande clarté, le CICR a défini un plan d'action en matière de diffusion en Somalie. A la fin de l'année, des affiches et des dépliants, destinés à être distribués aux points de contrôle, ainsi que des brochures d'explication sur le droit international humanitaire et les principes de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, étaient sous presse.

SOUDAN

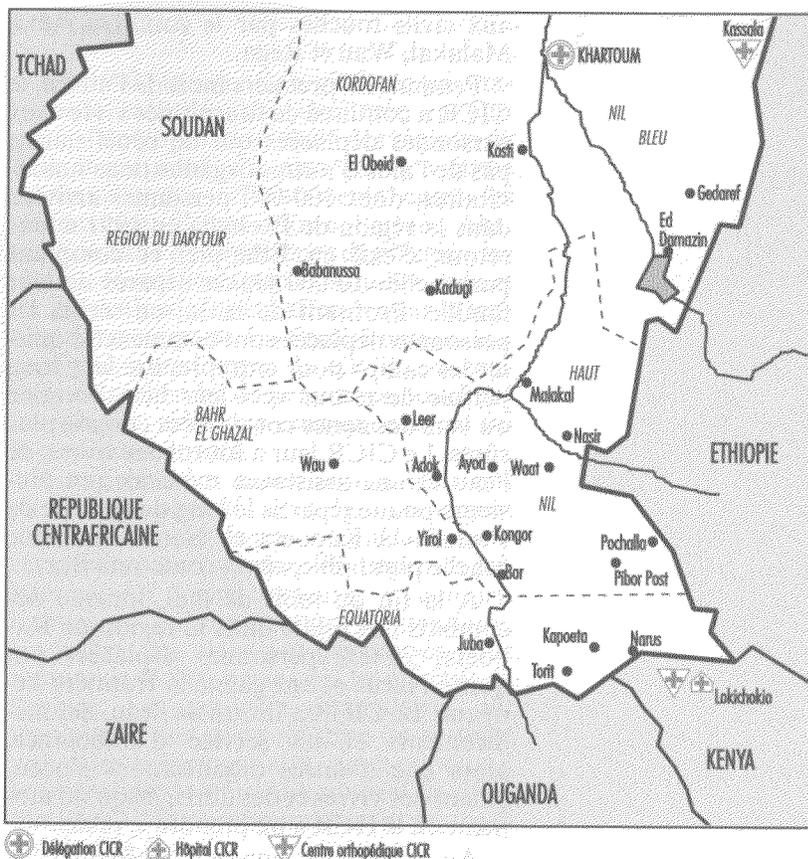
L'année 1992 n'a pas vu le moindre signe d'apaisement du conflit qui déchire le pays depuis neuf ans, et la population ci-

¹⁸ Somali Salvation Democratic Front

vile affectée par les combats n'a guère connu de répit. Pendant la majeure partie de l'année, le CICR n'a pas été en mesure de remplir son mandat humanitaire au Sud-Soudan. Le gouvernement soudanais a en effet interdit les vols aériens à la fin du mois de février, et dès la fin du mois d'avril, le CICR s'est vu nier l'accès à la région par voie routière. Les programmes d'assistance aux nombreuses victimes du conflit dans le sud ont donc été interrompus de fait en mai, et n'avaient pu reprendre à la fin de l'année. Néanmoins, certaines activités ont pu se poursuivre, essentiellement à l'hôpital chirurgical du CICR à Lokichokio (nord-ouest du Kenya), et à la délégation de Khartoum qui a fourni un appui aux opérations du Croissant-Rouge soudanais dans le sud.

A Khartoum comme au siège de Genève, l'institution a tout fait pour obtenir la levée de l'interdiction de vol, afin de soulager les souffrances de la population civile. Le 19 mai, le directeur des Opérations s'est rendu dans la capitale soudanaise, où il a eu des pourparlers avec Ahmad Sahlul, ministre des Affaires étrangères, Hussein Abu Saleh, ministre des Affaires sociales, le dr Abouaf, qui dirige la commission des secours et de la reconstruction, ainsi que le colonel El Ahmin Khalifa, président de l'Assemblée nationale provisoire et chef de la délégation gouvernementale aux pourparlers de paix d'Abuja (Nigéria) avec la SPLA¹⁹. En septembre, le directeur des Opérations a rencontré le président El Bechir à Djakarta, où se déroulait la conférence des pays non alignés.

Vers la fin de l'année, à la suite d'autres contacts de haut niveau, notamment avec le ministre d'Etat aux Affaires présidentielles, Ghazi Salah Eddine, celui-ci a prié le chef de la délégation de Khartoum de le rencontrer le 22 décembre pour entamer des discussions sur la reprise des activités du CICR en faveur des victimes du conflit.



Activités en faveur de la population civile

En janvier et en février, le gouvernement soudanais a réinstallé des dizaines de milliers de personnes déplacées dans des camps situés à une vingtaine de kilomètres de Khartoum. Le CICR a mis à la disposition du Croissant-Rouge soudanais deux citernes pour fournir de l'eau potable à l'un des camps. Des vivres et des couvertures ont également été remis à la Société nationale à l'intention des groupes les plus vulnérables de la population des camps et pour les nouveaux arrivés.

En outre, des branches locales du Croissant-Rouge ont distribué des secours

¹⁹ Sudan People's Liberation Army

aux civils touchés par le conflit à Juba, Malakal, Wau et Rega.

Pendant les premiers mois de l'année, le CICR a continué de fournir des vivres aux personnes déplacées qui ne bénéficiaient pas de l'aide d'autres organisations humanitaires, dont 100 000 personnes arrivées dans la région de Pochalla en 1991 à leur retour d'exil en Ethiopie, et comptant parmi elles 10 000 jeunes séparés de leur famille. Profitant de la saison sèche, les personnes déplacées ont commencé à quitter les camps pour entreprendre leur long périple de retour vers leur lieu d'origine ou vers des zones considérées comme plus sûres. Le CICR leur a fourni des vivres, de l'eau et une assistance médicale, en plusieurs points répartis le long de la route de Pochalla à Kapoeta et Narus, et à une échelle plus faible, sur la route vers Bor.

A la fin du mois de mai, lorsque des combats ont éclaté dans la région de Kapoeta, 20 000 personnes déplacées ont quitté Narus et ont gagné la frontière kenyane. Le CICR a fourni de l'eau, des médicaments et un service d'ambulance, alors que d'autres organisations s'occupaient des vivres et des abris, jusqu'au moment où le HCR a pu prendre le relais.

Au cours des années précédentes, le CICR avait organisé des programmes de vaccination à grande échelle pour protéger le bétail de la peste bovine (350 000 têtes de bétail vaccinées en 1991). En 1992, les vaccinations prévues n'ont pu être effectuées, d'abord pour des raisons de sécurité, ensuite, parce que le CICR n'était plus autorisé à travailler au Sud-Soudan.

Activités médicales

L'assistance médicale et chirurgicale destinée aux victimes du conflit au Soudan a continué de représenter l'une des principales activités du CICR dans le pays, ainsi qu'à Lokichokio, juste au-delà de la frontière kenyane, où l'hôpital de campagne du CICR est installé depuis 1986.

Au Sud-Soudan, des infirmiers et médecins de terrain ont continué à s'occuper de personnes déplacées à Pochalla, puis, par la suite, le long des routes menant à Bor et Kapoeta, où le CICR avait ouvert des postes de premiers secours. Un service de transport par camions a été mis en place à l'intention des malades, blessés et enfants non accompagnés, dont la plupart venaient de Gorkuo. Ces derniers étaient trop faibles pour parcourir à pied la route menant à Narus, où ils devaient être réinstallés, puis assistés, par les Nations Unies, dès le mois de mai.

En outre, une infirmière de terrain du CICR a supervisé les activités de réhabilitation à l'hôpital de Bor. Du matériel médical a été envoyé à Pochalla, Boma, Pakok, Leer, Yiroi, Kaya, Nasir, Bor, Kapoeta et Narus. Dès la fin du mois de mai, des installations sanitaires ont dû être mises en place dans le camp de transit pour réfugiés, à Lokichokio.

Au début de l'année, l'absence d'autorisation de vol pour les avions du CICR signifiait que les évacuations médicales ne pouvaient s'effectuer que par la route. Malgré la fermeture des routes, les blessés de guerre arrivaient encore à Lokichokio par leurs propres moyens, ou étaient amenés par les Nations Unies. Au total, les équipes du CICR ont soigné 871 blessés de guerre et 300 malades, et effectué 3 374 opérations importantes. Elles ont en outre continué à former le personnel local à la chirurgie et aux soins des blessés de guerre. Avec l'augmentation régulière du nombre de patients pendant l'année, la capacité de l'hôpital a dû être accrue. On comptait, pendant les périodes de pointe, jusqu'à 252 patients en traitement.

Pendant le deuxième semestre, les blessés arrivant à la frontière entre le Soudan et l'Ouganda ont été transférés par des équipes du CICR basées à Kampala vers un terrain d'aviation proche, puis transportés par avion à Lokichokio. Au mois de juin, par exemple, lorsque de graves af-

frontements se sont produits à Juba et dans la région, 198 blessés de guerre ont été transportés de cette manière à l'hôpital. Les délégués ont également remis, à la frontière, du matériel médical d'urgence à des chirurgiens travaillant au Sud-Soudan.

Entre-temps, à Juba, le personnel local du CICR et le Croissant-Rouge soudanais sont venus en aide aux victimes, transportant des centaines de blessés à l'hôpital et distribuant du matériel médical envoyé par le CICR.

Le CICR a également continué de soutenir le centre orthopédique de Khartoum et l'atelier de Kassala. A la fin de l'année, un nouvel atelier a été ouvert à Lokichio. Au total, 1 151 prothèses ont été produites et 1 320 patients ont été équipés de composants orthopédiques.

Agence de recherches

Tout au long de l'année, les échanges de messages Croix-Rouge entre les réfugiés soudanais en République centrafricaine, en Ouganda et au Zaïre et leurs familles au Soudan, se sont poursuivis. Quelque 12 000 messages ont été traités. En outre, les délégués du CICR ont récolté 377 messages de mineurs qui souhaitaient reprendre contact avec leurs parents. Quatre-vingt trois familles ont pu être retrouvées à Kordofan, 184 cas restant non résolus. Environ 150 jeunes, accompagnés par des délégués Agence du CICR, ont été transportés de Nasir à Leer à bord d'avions des Nations Unies pour y retrouver leur parenté.

Activités en faveur des détenus

En janvier, le CICR a pu visiter 190 personnes détenues par la SPLA au Sud-Soudan. Soixante-sept d'entre elles avaient déjà été enregistrées, tandis qu'il s'agissait d'une première visite pour les 123 autres. Des visites de suivi ont été effectuées jusqu'à ce que les activités du CICR dans la région soient suspendues. Le CICR n'a pu visiter aucun détenu de sécurité aux mains du gouvernement soudanais.

OUGANDA

En 1992, la situation générale en matière de sécurité s'est améliorée en Ouganda. La population civile des régions de l'est et du nord n'a plus été la victime continuelle des affrontements entre les mouvements d'opposition et l'armée. Abstraction faite de la présence de réfugiés, les régions frontalières proches du Rwanda et du Zaïre n'ont plus été affectées par la tension dans ces pays. La Société nationale a continué, avec l'appui du CICR, ses activités de recherche de personnes, touchant les réfugiés, ainsi que ceux qui avaient fui le conflit soudanais.

Les problèmes économiques n'en ont pas moins persisté, et le gouvernement s'est vu contraint de procéder à des coupures très importantes dans les dépenses publiques de divers secteurs, y compris l'armée et l'administration pénitentiaire. En juillet, des plans ont été dressés pour réduire de 40 000 personnes les effectifs de l'armée. Les autorités ougandaises ont aussi lancé une vaste réforme du système judiciaire et pénitentiaire, qui a conduit à la libération de plusieurs milliers de détenus, dont bon nombre relevaient du mandat du CICR.

Les visites dans les lieux de détention ont représenté l'essentiel des activités du CICR dans le pays en 1992. Les délégués ont toutefois participé à l'organisation des évacuations médicales, par le nord du pays, en rapport avec le conflit au Soudan voisin (voir sous *Soudan*), et suivi la situation dans la zone frontière proche du Rwanda, où des réfugiés étaient pris en charge par le HCR. A la fin de l'année, la délégation de Kampala a commencé à organiser l'achat et le transport de secours à l'intention des personnes déplacées dans le nord du Rwanda (voir sous *Rwanda*).

Deux équipes mobiles de diffusion ont parcouru le pays pendant l'année, présentant des exposés sur le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et sur

le droit international humanitaire à divers groupes-cibles, en particulier des branches de la Croix-Rouge locale. En outre, un séminaire national sur le droit international humanitaire s'est déroulé à Kampala en janvier, avec la participation de 25 officiers de l'Armée de résistance nationale.

Activités en faveur des détenus

Les délégués du CICR ont continué à rendre visite aux personnes toujours détenues en relation avec le conflit ou pour atteinte à la sécurité de l'Etat. Cependant, leur nombre a fortement baissé, et, en novembre, ils n'étaient plus que 385. Au total, 196 visites ont été effectuées dans 103 lieux de détention, tant civils que militaires, y compris des postes de police et des casernes militaires. Le CICR n'a pas été autorisé à effectuer des visites conformes à ses procédures habituelles aux militaires non condamnés, dans les lieux de détention de l'armée. Ce refus dure depuis plusieurs années.

Au début de l'année, les délégués ont visité plus de 300 déserteurs retenus dans des fermes-prisons au sud et au sud-ouest du pays. Des tournées de visites ont aussi été effectuées dans plusieurs divisions militaires et postes de police dans le nord et l'est.

En outre, le CICR a effectué des visites dans les prisons de Soroti, Moroto et Luzira Upper, ainsi qu'au poste de police central de Kampala. Au mois d'août, un programme d'alimentation spécial a été mis sur pied par le CICR dans la prison de Soroti pour un groupe de prisonniers souffrant de malnutrition.

Le 21 août, après qu'une amnistie générale a été décrétée, plus de 1 000 déserteurs et divers groupes de détenus âgés ou souffrants ont été libérés, et le CICR a accordé à chacun d'entre eux une assistance pour favoriser leur réinsertion. Une assistance similaire a été remise, à plusieurs reprises, à des prisonniers détenus dans des prisons et des camps ougandais, et libérés par centaines après avoir été graciés ou innocentés.

Les programmes d'eau et d'assainissement se sont poursuivis, notamment dans la prison de Kumi.

NAIROBI Délégation régionale

(Comores, Djibouti, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles, Tanzanie)

Les tâches principales de la délégation régionale ont été, comme à l'accoutumée, la diffusion du droit international humanitaire et le soutien aux Sociétés nationales dans les pays concernés. En matière de diffusion au sein des forces armées, des séminaires ont été organisés aux Comores en avril, et au Kenya en novembre, avec, dans les deux cas, la participation d'officiers supérieurs. Un exposé sur le droit international humanitaire a également été présenté à des membres des forces mobiles spéciales de l'île Maurice.

En outre, des visites de détenus de sécurité ont été effectuées à Djibouti et à Madagascar (voir ci-dessous).

COMORES

Après la tentative de coup d'Etat en septembre, le CICR a pris contact avec les autorités comoriennes afin d'obtenir l'autorisation de visiter les personnes arrêtées en relation avec les événements. A la fin de l'année, aucune réponse officielle n'avait été reçue.

DJIBOUTI

Pendant toute l'année, des affrontements entre le FRUD²⁰ et les forces armées gouvernementales dans le nord du pays ont continué d'affecter la population civile.

Le délégué régional basé à Nairobi s'est rendu à Djibouti à plusieurs reprises pour

²⁰ Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie

s'entretenir avec les autorités. En février un accord de siège a été signé. Ces réunions ont permis d'évoquer, entre autres questions, les visites du CICR dans les lieux de détention et les évaluations à effectuer dans le nord du pays. Des contacts ont également été noués avec les dirigeants du FRUD, afin de discuter de questions similaires. Pendant la majeure partie de l'année, un délégué du CICR était en poste à Djibouti.

Au mois de janvier, les délégués ont effectué leur première évaluation dans le nord du pays. Plusieurs missions ont été organisées par la suite, afin de rendre visite aux personnes détenues par le mouvement d'opposition. En mai, le CICR a ainsi pu ramener dans la capitale 53 personnes, en majorité des fonctionnaires accompagnés de leur famille, qui souhaitent quitter la zone des troubles. En 1992, le CICR a visité 112 personnes détenues par le FRUD. Ces détenus ont pu bénéficier des services de recherches et de courrier, et recevoir des articles d'hygiène.

A Djibouti même, les délégués ont vu 28 détenus de sécurité, dont 19 pour la première fois, au cours d'une visite générale des lieux de détention administrés par le gouvernement, au mois de mai. Des visites de suivi ont été effectuées, et les personnes nouvellement détenues ont été enregistrées

KENYA

En 1992, le bureau du CICR à Nairobi est devenu le siège de trois délégations différentes: la délégation régionale, la délégation pour le Sud-Soudan et la délégation pour la Somalie, dont le chef avait été rappelé de Mogadishu pour des raisons politiques et de sécurité.

Un appui tout particulier a été accordé à la Société kenyane de la Croix-Rouge pour ses activités de recherches en faveur des réfugiés somalis, en particulier dans les camps situés le long de la frontière avec la Somalie.

De plus, le CICR et la Croix-Rouge du Kenya ont effectué une évaluation de la situation dans la région nord-est du pays frappée par la sécheresse, à proximité de la frontière somalie. Le CICR a fourni 500 tonnes d'aide alimentaire d'urgence, qui ont été distribuées par la Société nationale. Par la suite, les Nations Unies ont également eu recours aux secours alimentaires du CICR, jusqu'au moment où le Programme alimentaire mondial a pu organiser ses propres stocks de vivres.

Des pourparlers à haut niveau ont eu lieu à Nairobi et à Genève, où le ministre des Affaires étrangères, Wilson Ndolo Ayah, a été reçu le 10 avril par le vice-président du CICR au siège de l'institution. Les entretiens ont porté entre autres sur les Protocoles additionnels, sur l'accord de siège entre le CICR et le gouvernement kenyan, et sur les visites du CICR aux détenus de sécurité. Ce dernier point a également été évoqué avec le procureur général du Kenya, Amos Wako, qui a reçu des représentants du CICR à Nairobi un mois plus tard.

L'unité du CICR en poste à Nairobi, qui coordonne les activités de l'institution au Sud-Soudan, a vu ses activités considérablement gênées par les restrictions imposées par le gouvernement soudanais. Dès le mois de mai, elle a concentré ses efforts sur l'assistance médicale (voir sous *Soudan*).

Les bureaux du CICR à Nairobi et Mombasa, qui constituent le centre vital, sur le plan logistique et administratif, des opérations de l'institution en Somalie, ont été considérablement renforcés pour pouvoir faire face aux besoins humanitaires en rapide augmentation. En période d'activité maximale, sept bateaux transportaient des secours du CICR vers Kismayo, Mogadishu et d'autres ports moins importants, et huit avions étaient affrétés pour le pont aérien. Au total, près de 180 000 tonnes de vivres et autres secours ont été traitées en 1992.

En 1991, une base logistique avait été installée près de la frontière somalie, à Liboi; en mars 1992, une base supplémentaire a été ouverte à Mandera, suivie par deux autres, à El Wak et Garissa, dotées d'entrepôts et d'un parc de camions pour convoier des secours en Somalie (voir sous *Somalie*).

MADAGASCAR

Le 25 août, le délégué régional a visité, à Antananarivo, 14 personnes détenues pour atteinte à la sécurité de l'Etat. Il s'agissait de la première visite jamais effec-

tuée par le CICR auprès de détenus de sécurité à Madagascar. Le CICR a aussi financé un cours de premiers secours destiné à des bénévoles de la Croix-Rouge et à la police nationale.

SEYCHELLES

En 1992, la Croix-Rouge des Seychelles a été officiellement reconnue par le CICR et admise au sein de la Fédération. La République des Seychelles a reconnu la compétence de la Commission internationale d'établissement des faits prévue par l'article 90 du Protocole additionnel I.

**SECOURS DISTRIBUÉS PAR LE CICR EN 1992
AFRIQUE**

Pays	Médical (CHF)	Secours		Total (CHF)
		(CHF)	(Tonnes)	
Afrique du Sud		1 020 378	373,3	1 020 378
Angola	368 665	1 165 951	378,2	1 534 616
Burundi	9 721	16 150	5,1	25 871
Cameroun	4 644	10 547	5,0	15 191
Centrafricaine (République)		6 556	8,5	6 556
Côte d'Ivoire	1 498			1 498
Djibouti		2 615	0,6	2 615
Ethiopie	610 604	10 984 612	12 595,3	11 595 216
Kenya		299 081	640,1	299 081
Libéria	347 227	437 195	193,8	784 422
Madagascar	2 093			2 093
Malawi		28 889	7,6	28 889
Mali	45 910	493 751	706,3	539 661
Mozambique	370 001	5 825 589	6 999,2	6 195 590
Namibie		24 307	5,9	24 307
Nigéria	14 173	57 582	9,6	71 755
Ouganda	6 065	171 870	42,5	177 935
Rwanda	2 387	15 666 114	29 172,6	15 668 501
Sénégal	775			775
Sierra Leone	37 522	833 437	1 037,0	870 959
Somahe	11 949 184	89 722 265	154 413,8	101 671 449
Soudan	267 812	695 635	860,6	963 447
Soudan (conflit Sud-Soudan, via Kenya)	881 251	1 575 355	1 604,4	2 456 606
Tchad	51 764			51 764
Togo		1 542	0,4	1 542
Zaire	30 228	152 660	152,8	182 888
Zambie		6 817	7,2	6 817
Zimbabwe		51 049	58,5	51 049
TOTAL	15 001 524	129 249 947	209 278,3	144 251 471